

**LES ÉTUDES ONT DÉJÀ ÉTÉ LANCÉES**

# Le train pour les déchets ménagers

**Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement envisage de transporter les déchets par voie ferroviaire. Confiée à des experts allemands, l'étude sera fin prête en octobre prochain.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Pour Dalila Boudjemaâ, la collecte et le transport des déchets ménagers constituent, un grand problème dans la capitale. Un transport qu'elle qualifie d'ailleurs d'«archaïque». «Certes, les deux Epic de la wilaya d'Alger, Netcom et Extranet, qui assurent le transport des déchets dans la capitale ont fourni énormément d'efforts mais aujourd'hui, la quantité de déchets ne cesse d'augmenter», affirme-t-elle. Toutefois, elle ne manque pas de souligner le manque de discipline des citoyens et l'absence d'une culture d'environnement. La ministre de

l'Environnement juge ainsi qu'il est temps de réfléchir à d'autres méthodes de collecte et transport des déchets ménagers dans la capitale. Elle envisage d'introduire un nouveau moyen de transport alternatif au transport routier : le transport ferroviaire. «Et pourquoi pas utiliser le transport fluvial pour plus tard, comme il se fait dans les grandes métropoles du monde», dit-elle encore.

L'étude du projet de transport des déchets ménagers par voie ferroviaire a été ainsi confiée à des experts allemands. Selon M<sup>me</sup> Boudjemaâ, elle sera fin-prête en octobre prochain. «Des centres de transferts très modernes seront

raccordés à la voie ferrée. Les déchets seront placés dans des conteneurs puis mis dans des wagons avant d'être transportés vers le Centre d'enfouissement technique (CET) Hamici (Mahelma)», explique-t-elle.

Effectuant hier une visite dans les décharges de Oued Smar et Ouled Fayet ainsi qu'au CET Hamici à Alger, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement a annoncé le lancement de la réalisation d'une usine de traitement thermique des déchets fin 2015. Dotée d'une capacité de 250 kg/h, une unité de transformation du plastique est prévue dans les prochains mois. Une unité de compostage est également attendue. «Seuls les déchets utiles seront enfouis. Certains déchets seront admis à l'incinération alors que



Photo : DR

**La collecte des déchets ménagers constitue un véritable problème.**

d'autres seront compostés tels que la matière organique. D'autres déchets serviront à l'industrie à l'exemple du plastique, du carton et du papier», note-t-elle.

Quant à la réalisation du CET de Reghaïa, la ministre dira que seule l'étude déterminera la faisabilité de cette station.

R. N.

**LE MINISTRE DE LA PÊCHE À ORAN**

## Des lois, des dispositions, pour une pêche responsable et une aquaculture durable

**La nouvelle loi sur la pêche, adoptée dernièrement par le gouvernement, devrait constituer plus de précision dans les ancrages juridiques pour un développement durable du secteur de la pêche. Une activité qui se fera de manière responsable, avec des mécanismes et des principes qui s'appliquent au niveau mondial, a estimé le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, M. Sid-Ahmed Ferroukhi lors de sa visite de travail menée hier à Oran.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir)** - Un projet de loi qui permettra d'ouvrir la voie pour légaliser et organiser le secteur de la pêche, assurant ainsi un code de conduite pour la pêche artisanale, a estimé le ministre. La pêche du corail pourra, quant à elle, à travers le projet de décret s'assurer plus de minutie dans le règlement et l'encadrement de cette activité. A travers un projet qui implique des procédés et des techniques qui lui sont spécifiques, a tenu à préciser M. Sid-

Ahmed Ferroukhi. A l'ordre du jour de cette visite, la réunion de présentation du programme quinquennal 2015-2020 «Aquapêche» avec l'ensemble des parties prenantes dans la conception de l'approche sectorielle de développement.

Auparavant, le ministre a donné le coup de lancement des quatre simulateurs de navigation, qui se trouvent au niveau de l'institut de la pêche à Oran, qui serviront à une meilleure formation. Annonçant par la même occasion la propo-

**Sid Ahmed Ferroukhi, ministre de la Pêche.**

sition formulée par son ministère dans le cadre de la loi de finances 2015, pour l'ouverture d'ateliers de simulation dans l'aquaculture.

De même qu'un projet de construire des navires-écoles

pour assurer une formation minutieuse. Pour sa part, dans le cadre des échanges et des rencontres/débats avec l'ensemble des parties prenantes du développement du secteur, le directeur de la pêche d'Oran

a soumis des propositions subtiles. Il y a lieu de citer la demande pressante des pêcheurs quant à la baisse des impôts de 50 à 30%, l'effacement de la dette de l'Ansej. Mais aussi l'intégration des femmes dans la confection des filets de pêche.

Pour l'intervenant, elles sont plus patientes et ne quittent pas leur emploi, contrairement aux hommes qui le quittent souvent prématurément.

Une idée qui devrait se concrétiser si toutefois elle venait à être approuvée par la tutelle. D'ailleurs, un accord a déjà été conclu avec l'institut de pêche pour leur formation.

En parallèle, il annonce à cet effet, la prochaine construction à Oran d'un centre de formation au niveau de Boutlélis.

A. B.

**GRÈVE DES INTENDANTS AFFILIÉS À L'UNPEF**

## Le syndicat dénonce le recours de la tutelle aux réquisitions

**La grève des intendants affiliés à l'Unpef se poursuit sur le territoire national, perturbant notamment la vente des livres scolaires, en cette période de rentrée. Le syndicat dénonce, néanmoins, le fait que la tutelle ait eu recours aux réquisitions pour que le travail soit accompli en dépit du fait que la procédure ne soit pas légale, expliquent-ils.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Depuis la rentrée scolaire, des actes administratifs et notamment la vente des manuels scolaires sont perturbés par une grève nationale et illimitée des intendants affiliés au syndicat Unpef dans un grand nombre d'établissements.

Selon le porte-parole du syndicat, la grève est largement suivie et les intendants déterminés à obtenir gain de

cause. Le bras de fer se poursuit donc entre le ministère de l'Education et les syndicalistes qui estiment que la première responsable du secteur n'a pas entamé de discussions avec eux depuis le début du débrayage.

«La ministre de l'Education ne nous a pas appelés pour un dialogue et notre grève reste ouverte», déclare M. Amraoui porte-parole de l'Unpef. Ainsi et au grand désarroi des parents

d'élèves, de longues chaînes se forment au niveau des établissements scolaires et des points de vente de l'Office national des publications scolaires (ONPS).

La situation ne risque pas de s'arranger puisque les grévistes dénoncent le fait que la tutelle ait eu recours à des réquisitions dans le but d'assurer le déroulement des activités courantes dont la vente des manuels scolaires. «Il a été demandé aux directeurs de l'éducation sur le territoire national de faire des réquisitions. Cette procédure va à l'encontre de la loi. Il n'est possible de faire des réquisitions que dans le cas de l'organisation des examens officiels», explique M. Amraoui. Ce dernier dénonce ainsi le refus du droit à la grève.

Parmi les revendications des grévistes, figurent la prime de pédagogie et celle du rendement. Ils demandent aussi l'actualisation de l'arrêté ministériel n°829 du 13 novembre 1991 portant fonctions et missions des personnels des services économiques du secteur de l'éducation. Ils exigent, aussi, la révision du statut particulier des travailleurs de l'éducation modifiant et complétant le décret exécutif 08/315, pour qu'il soit possible de consacrer l'équilibre entre les catégories et les corps du secteur.

F.-Z. B.